

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 04 septembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 5
Absent : 1
Nombres de votants : 25
Votes pour : 25
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 26 août 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0183

Relative à l'attribution d'une subvention aux Jeunes Agriculteurs de Mayotte (JAM)

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre septembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou AT-TOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Alain SARMENT, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseillers départemental absent :

Monsieur Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1411-1, L. 1411-4 et L.3312-4 ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_2021_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission permanente ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission du développement économique et de la coopération décentralisée du 28 août 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'octroyer une subvention d'un montant de **54 366,40 €** (cinquante-quatre mille trois cent soixante-six euros et quarante centimes) aux Jeunes Agriculteurs de Mayotte :

L'aide sera octroyée sur la base des régimes suivants :

- **45 100,00 €** sur le Régime cadre exempté SA 109080 "Aides aux actions de promotion des produits agricoles pour la période de 2023 -2029" ;
- **9 266,40 €** sur la Décision relative aux aides à l'encadrement administratif dans les structures collectives agricoles d'Outre-Mer pour la période de 2023 -2027

Article 2 : d'imputer cette dépense sur les chapitres 65 du budget 2024 du Conseil départemental ;

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'ensemble des actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

Article 4 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**



Ben Issa OUSSENI



Direction Générale Adjointe Développement
Economique et innovation
Direction de l'Agriculture Pêche et Forêt

CONVENTION N° -----/DAPF/CD/2024

Relative à l'attribution d'une aide du Conseil départemental de Mayotte au Syndicat des Jeunes Agriculteurs de Mayotte(JAM)

Entre

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE, identifié au SIREN sous le numéro 229 850 003, sis 8, Boulevard Halidi Sélémani, B.P. 101- 97600, Mamoudzou - Mayotte, représenté par **Monsieur Ben Issa OUSSENI**, en sa qualité de Président, d'une part,

Et

Le Syndicat des Jeunes Agriculteurs de Mayotte(JAM), régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé au quartier Dicéli Conseil départemental (DAPF) 97670 OUANGANI, et désignée sous le terme « l'association », représentée par **Monsieur MOEVA Soumaïla**, en sa qualité de Président, d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :**PRÉAMBULE**

Dans le cadre de sa politique d'aide au développement économique, de développement agricole, de promotion de produits agricoles en faveur du territoire etc. et conformément à la délibération N°2019.00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte a convenu de soutenir le programme d'actions mentionné dans la présente convention d'objectifs et dans les conditions énumérées ci-dessous.

Aussi, par délibération N° en date du, le Conseil départemental de Mayotte a accordé une subvention de **54 366,40 euros** au Syndicat des Jeunes Agriculteurs de Mayotte.

L'aide sera octroyée sur la base des régimes suivants :

- 45 100,00 € sur le Régime cadre exempté SA 109080 "Aides aux actions de promotion des produits agricoles pour la période de 2023 -2029"
- 9 266,40 € sur la Décision relative aux aides aux aides à l'encadrement administratif dans les structures collectives agricoles d'Outre-Mer pour la période de 2023 -2027

Article 1 : Objet de la convention

Le Syndicat des Jeunes Agriculteurs de Mayotte s'engage, avec la participation financière du Conseil départemental de Mayotte, à réaliser les actions suivantes conformément aux objectifs convenus d'un commun accord et énumérés ci-dessous :

Actions	Objectifs	Indicateurs	Livrables
1.1 Accueil et accompagnement individuel des agriculteurs	Proposer aux agriculteurs un accompagnement permettant de respecter les normes comptables, en partenariat avec Tifaki Ya Malavouni. Cet accompagnement individuel se conclurait par une aide à la déclaration de revenus professionnels annuelle permettant d'être à jour fiscalement.	20 agriculteurs accompagnés 5 formations organisées 10 dossiers déposés	Fiches suivies par agriculteurs Fiches d'émargement Nombre de participants(es) à la formation

		pré-installation	
2.1 Sensibilisation aux métiers de l'agriculture	Accroître la visibilité de l'agriculture mahoraise et sensibiliser à l'importance du métier d'agriculteur et de la consommation de produits locaux. En partenariat avec le Rectorat dans le cadre du projet « Découverte des métiers au collège », le syndicat se rendra dans des classes de collège afin de présenter les métiers de l'agriculture, sensibiliser sur l'impact d'un achat local contre l'achat d'un produit importé et promouvoir les actions de vente directe telles que les marchés paysans, l'annuaire du syndicat des JA.	04 classes sensibilisées	Fiches d'émargement et lettre d'invitation à l'établissement
3.1 Promotion des produits mahorais à l'échelle nationale et locale	le syndicat entend promouvoir l'agriculture mahoraise à l'échelle nationale pour une meilleure visibilité nationale de l'agriculture mahoraise permettant d'ouvrir de nouveaux débouchés à nos agriculteurs	Visibilité accrue de l'agriculture mahoraise Participation aux congrès de JA, SIA et terre de Jim 50 paniers distribués sur ce marché virtuel	Photo, Support média Bilan Intermédiaire des activités de ses missions extérieures
4.1 Gestion administrative du syndicat	'assurer l'animation du syndicat, les tâches administratives et comptables et la relation entre les membres du syndicat et les différentes		Rapport d'activité

Article 2 : Financement de l'action

Le coût total de l'opération est estimé à 146 440,00 euros réparti comme suit :

Montant total	%	Subvention demandée	%	Subvention CD proposée	%	FEADER	%	Apport personnel	%	Bénévolat	%
146 440,00	100,00	59 140,00	40,39	54 366,40	37,13	64 584,00	44,10	16 889,60	11,53	10 600,00	7,24

Article 3 : Règles et modalités de versement

L'imputation de la subvention sera effectuée sur le chapitre 65, compte 6574 du budget du Conseil départemental de Mayotte.

La subvention, d'un montant total de 54 366,40 euros sera versée sur le compte de l'association ouvert à la banque CRCA REUNION ST DENIS IBAN : FR7619906009743000097528802 ; BIC : AGRIRERX;

La subvention fera l'objet de deux versements selon les modalités suivantes et sur production d'un courrier de sollicitation de paiement par la structure.

- un premier versement représentant 85% du montant de la subvention, soit **46 211,44 euros**, sera effectué après signature de la présente convention.
- le solde, d'un montant maximum de **8 154,96 euros** sera modulé en fonction de la conformité des pièces justificatives, listées à l'article 7 de la présente convention, transmises au Conseil départemental. Le montant final du reliquat de la subvention à verser par le Département au cocontractant sera établi au prorata des dépenses justifiées.

Article 4 : Communication

L'association s'engage à mentionner sur l'ensemble de ses supports apporté par le Conseil départemental de Mayotte, et en particulier la signalétique du Conseil départemental, en respectant la charte graphique elle devra s'adresser à la direction de la communication.

L'association s'engage à fournir, au format numérique, au Conseil départemental les supports de communication utilisés durant cette action.

L'association s'engage à associer le Conseil départemental aux éventuelles conférences de presse ou réceptions ; celles-ci pouvant être organisées en relation avec le Conseil départemental.

Article 5 : Modification du programme

Toutes les modifications financières ou matérielles du programme doivent être notifiées par écrit au Conseil départemental de Mayotte qui précisera sa position le cas échéant. Elles ne peuvent en aucun cas se traduire par une révision à la hausse du montant de la subvention accordée et la nature de l'action subventionnée.

Article 6 : Modification du statut juridique

Toute modification du statut juridique de la structure doit être notifiée au Conseil départemental à travers le portail internet dédié www.cd976.fr. Ces modifications ne doivent pas compromettre la réalisation de l'action programmée.

Article 7 : Comptes rendus- Evaluation

Jusqu'au règlement final de la convention, l'association s'engage à adresser au Conseil départemental via le portail internet dédié www.cd976.fr les comptes rendus que celui-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

L'association s'engage à fournir, au plus tard trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre de l'action dans les conditions précisées dans le projet initial. Elle transmettra notamment :

- un courrier de demande de solde adressé au président
- un bilan d'activité
- un compte rendu financier, établi suivant le formulaire Cerfa N°15059-02, accompagné des justificatifs de réalisation, de toutes les factures acquittées.
- tout autre document (photo, vidéo, coupure de presse, etc.) attestant de la réalisation de l'action.
- bulletins de salaires des agents pris en charge par la convention
- la liste des adhérents à jour de leur cotisation
- tableau récapitulatif des dépenses
- toutes factures acquittées

Le Conseil départemental procèdera, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle il a apporté son concours sur un plan quantitatif et qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Article 8 : Obligations comptables

L'association s'engage à :

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général, (ou au plan comptable défini pour les associations) ;
- recourir à un expert-comptable pour l'attestation des comptes annuels, et le cas échéant à un commissaire aux comptes à partir de 153 000 euros de subventions publiques annuelles cumulées.

Article 9 : Contrôle

Le Département se réserve le droit de procéder à ses propres contrôles pour suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre de l'action financée. Le cocontractant s'engage à se soumettre à tout

contrôle sur pièces et sur place, effectué par toute autorité mandatée par le Conseil départemental de Mayotte ou par ses propres agents.

Envoyé en préfecture le 18/09/2024
Reçu en préfecture le 18/09/2024
Publié le
ID : 976-229850003-20240904-DL0409240183-DE

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives du document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le Conseil départemental se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de trois ans à compter de la date de clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé.

Article 10 : Modalités de restitution

Le Conseil départemental pourra exiger la restitution totale ou partielle des sommes perçues en établissant un titre de recette à l'encontre du cocontractant si :

- l'association n'a pas transmis les documents indiqués à l'article 7 de la présente convention dans les six mois suivants la fin de l'action ;
- l'association empêche l'administration de procéder aux contrôles prévus ;
- l'opération n'est pas exécutée totalement ;
- l'action réalisée n'est pas conforme à l'objet de la présente convention et représente un détournement des fonds.

La non-exécution de l'opération dans les délais prévus entraîne l'annulation ou la réduction de l'aide au prorata des sommes engagées.

Article 11 : Durée de la convention

Conformément au cadre juridique établi, la convention est établie pour une durée de 1 an à partir de la date de la signature, elle prend en charge toutes les dépenses effectuées du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Article 12 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant après validation de l'Assemblée départementale. La demande de modification de la présente convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie doit donner suite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13 : Résiliation de la convention

En cas de non présentation du bilan d'activité et financier et des factures acquittées certifiées pendant cette période, le Conseil départemental clôturera de facto la convention et se réserve le droit de réclamer tout ou partie de la subvention en établissant un titre de recette à l'encontre du bénéficiaire.

Article 14 : Recours

En cas de désaccords persistants, le tribunal administratif de Mamoudzou sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation et l'exécution de la présente convention.

Article 15 : Attestation

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel la demande est déposée.

Le représentant(e) légal(e) (*) de l'association atteste :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants)
- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé, pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Fait, à Mamoudzou le .../...../2024

Envoyé en préfecture le 18/09/2024
Reçu en préfecture le 18/09/2024
Publié le
ID : 976-229850003-20240904-DL0409240183-DE



MOEVA SOUMAILA

Ben Issa OUSSENI

Président des Jeunes Agriculteurs de Mayotte

Président du Conseil départemental

Budget du projet JAM 2024

Actions	Postes	Cours du projet	Coût DAAF/ALPA	Auto-financement	Bénévoles	Montant sollicité JAM	Montant proposé CDM
1_ 1. Accueil et installation	Poste d'animateur PAI	46 800,00	46 800,00				
	Frais fonctionnement	7 020,00	7 020,00				
	Frais de fonctionnement	702,00		702,00			
1_ 2. Accueil et accompagnement individuel des agriculteurs	Poste Coordinateur (ETP 0.10)	4 680,00				4 680,00	3 088,80
	Sous total	59 202,00	53 820,00	702,00	0,00	4 680,00	3 088,80
		9 360,00			2 600,00	9 360,00	9 360,00
2_ 1. Sensibilisation aux métiers de l'agriculture	Poste coordinateur (ETP 0.20)	2 600,00					
	Adhésion du syndicat	1 404,00		1 404,00			
	Frais fonctionnement	1 500,00				1 500,00	1 500,00
	Transport	5 000,00		5 000,00			
	Visite exploitation	1 500,00		1 500,00			
	Création d'espace vert	21 364,00	0,00	7 904,00	2 600,00	10 860,00	10 860,00
3_ 1. Promotion des produits mahorais à l'échelle nationale et locale	Sous total	14 040,00				14 040,00	14 040,00
	Poste de Coordinateur (ETP 0.30)	8 000,00			8 000,00		0,00
	Adhésion syndicat	1 000,00				1 000,00	1 000,00
	Fret aérien	4 000,00				4 000,00	4 000,00
	Achat des produits	2 106,00		2 106,00			0,00
	Frais de fonctionnement	3 000,00				3 000,00	3 000,00
	Missions extérieures (Transport)	3 000,00				3 000,00	3 000,00
	Hébergements et couvertures	6 000,00				6 000,00	6 000,00
	Organisation d'une journée agricole	3 200,00				3 200,00	3 200,00
	Communication	44 346,00	0,00	2 106,00	8 000,00	34 240,00	34 240,00
4_ 1. Gestion administrative du syndicat	Sous total	9 360,00				9 360,00	6 177,60
	Poste de coordinateur (ETP 0.20)	9 360,00	9 360,00				
	Poste Coordinateur	1 404,00	1 404,00				
	Forfait	1 404,00		6 178,60			
Sous total	Forfait	21 528,00	10 764,00	6 178,60	0,00	9 360,00	6 177,60
	TOTAL GLOBAL	146 440,00	64 584,00	16 890,60	10 600,00	59 140,00	54 366,40